

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/MUS/2

13 novembre 1995

(95-3514)

Comité des pratiques antidumping

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD

### MAURICE

La Mission permanente de Maurice a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en date du 25 octobre 1995.

#### Procédures visant à l'application de mesures antidumping

##### 1. Procédures

Les procédures décrites dans le présent document s'inspirent de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, qui fait partie intégrante de l'Acte final signé à Marrakech le 15 avril 1994. Les parties intéressées souhaitant avoir davantage d'informations sur les dispositions dudit Accord sont priées de se référer au texte de l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay.

##### 2. Comité chargé de l'enquête

Un Comité des mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde sera créé et chargé:

- d'examiner les plaintes en matière de dumping;
- de réaliser une enquête pour établir s'il y a ou non dumping;
- de recommander des mesures antidumping ou toute mesure appropriée au gouvernement.

Le Comité se réunira à intervalles réguliers ou en fonction des besoins.

##### 3. Demandes

- a) Une demande d'ouverture de procédure antidumping doit être présentée par écrit par la branche de production nationale, ou en son nom, à l'adresse suivante:

The Permanent Secretary  
The Anti-Dumping Committee  
Ministry of Trade & Shipping  
Government House  
4th Floor  
Port Louis

La demande comportera des éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'un dommage et c) d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage allégué. Elle contiendra les renseignements suivants:

- i) l'identité du requérant;
- ii) une description complète du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping, les noms du ou des pays d'origine ou d'exportation en question, l'identité de chaque exportateur ou producteur étranger connu et une liste des personnes connues pour importer le produit en question;
- iii) une description du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire par le requérant;
- iv) des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation;
- v) des renseignements sur les prix à l'exportation ou, le cas échéant, sur les prix auxquels le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant sur le territoire de Maurice;
- vi) des renseignements sur l'évolution du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, démontrés par des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. (Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.)

4. Présentation de la demande et ouverture de l'enquête

- a) Il sera considéré que la demande a été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom" si elle est soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande.
- b) Il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale.
- c) La demande sera rejetée et l'enquête sera close dans les moindres délais dès que les autorités concernées seront convaincues que les éléments de preuve relatifs soit au dumping soit au dommage ne sont pas suffisants pour justifier la poursuite de la procédure.

- d) La clôture de l'enquête sera immédiate dans les cas où les autorités détermineront i) que la marge de dumping est *de minimis* (c'est-à-dire si, exprimée en pourcentage du prix à l'exportation, elle est inférieure à 2 pour cent) ou ii) que le volume des importations, faisant l'objet d'un dumping, est négligeable (c'est-à-dire si le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en provenance d'un pays particulier représente moins de 3 pour cent des importations du produit en question à Maurice ou iii) que le dommage est négligeable.

- N.B. a) *L'enquête sera poursuivie si des pays qui, individuellement, contribuent pour moins de 3 pour cent aux importations du produit similaire à Maurice y contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent.*
- b) *L'expression "produit similaire" ("like product") s'entendra d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.*

5. Détermination de l'existence d'un dumping: méthodologie

- a) Pour déterminer l'existence d'un dumping, il sera procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et le prix auquel le produit en question est généralement vendu sur le marché intérieur du pays exportateur. Cette comparaison sera faite au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible.
- b) Si l'on ne connaît pas le prix généralement pratiqué sur le marché intérieur du pays exportateur, ou que l'on ne peut pas se fonder sur ce prix (du fait que le volume des ventes du produit sur le marché intérieur est faible ou nul), la comparaison sera établie avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté vers un pays tiers ou avec le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices.
- c) Lorsque des produits ne sont pas importés directement du pays d'origine, mais sont exportés à partir d'un pays intermédiaire à destination de Maurice, le prix auquel les produits sont vendus au départ du pays d'exportation vers Maurice sera normalement comparé avec le prix comparable dans le pays d'exportation. Toutefois, la comparaison pourra être effectuée avec le prix dans le pays d'origine si, par exemple, les produits transitent simplement par le pays d'exportation, ou bien si, pour de tels produits, il n'y a pas de production dans le pays d'exportation.

6. Réalisation de l'enquête

- a) A la réception d'une demande écrite d'ouverture de procédure antidumping, le Président organisera une réunion du Comité i) pour examiner l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande et ii) déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête. Le Comité s'inspirera des dispositions prévues au chapitre pertinent de l'Acte final.
- b) Après avoir reçu une demande dûment accompagnée des pièces nécessaires et avant d'ouvrir une enquête, le Comité en notifiera le gouvernement du pays exportateur.

- c) Lorsqu'une enquête aura été ouverte, le Comité publiera un avis à cet effet contenant les renseignements ci-après:
  - i) nom du ou des pays exportateurs et produit en cause;
  - ii) date d'ouverture de l'enquête;
  - iii) base sur laquelle est fondée l'allégation de l'existence d'un dumping dans la demande;
  - iv) adresse à laquelle les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations;
  - v) délais ménagés aux parties intéressées pour faire connaître leur point de vue.
- d) Le Comité ménagera à toutes les parties intéressées des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations par écrit. Les "parties intéressées" seront les exportateurs/producteurs étrangers/producteurs locaux/importateurs du produit faisant l'objet d'une enquête, ou un groupement professionnel, commercial ou industriel, ou le gouvernement du pays exportateur.
- e) Un délai d'au moins 30 jours sera ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires utilisés dans une enquête antidumping.
- f) Le Comité établira une détermination préliminaire positive ou négative de l'existence d'un dumping dans les 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête. Un avis sera publié à cet effet.
- g) Si le Comité établit une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping et d'un dommage en résultant pour une branche de production nationale, il recommandera l'application d'un droit provisoire (égal au montant du droit antidumping provisoirement estimé) lequel ne sera pas appliqué avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.
- h) Lorsqu'il imposera un droit provisoire, le Comité publiera un avis donnant des explications suffisamment détaillées (ou indiquant qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées) sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:
  - i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;
  - ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
  - iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;
  - iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;

- v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

Le Comité veillera également à notifier rapidement au Secrétariat de l'OMC les mesures préliminaires qui auront été prises.

- i) Afin de vérifier les renseignements fournis ou pour obtenir plus de détails, le Comité peut procéder à une enquête sur place sur le territoire d'un autre pays Membre selon que de besoin.
- j) Le Comité peut suspendre ou clore une procédure sans imposition de mesures provisoires ou de droits antidumping lorsqu'un exportateur se sera engagé volontairement et de manière satisfaisante à réviser ses prix afin d'éviter le dumping. Tout avis au public de clôture ou de suspension d'enquête à la suite de l'acceptation d'un engagement comprendra, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct comprenant, la partie non confidentielle de l'engagement.
- k) Le Comité publiera sa détermination finale, positive ou négative, de l'existence d'un dumping.
- l) Avant d'établir une détermination finale, le Comité informera toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives.
- m) Le Comité recommandera l'imposition d'un droit antidumping définitif sur des produits déclarés pour la mise à la consommation 90 jours au plus avant la date d'application des mesures provisoires, lorsqu'il déterminera, pour le produit en question faisant l'objet du dumping:
- i) qu'un dumping causant un dommage a été constaté dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratiquait le dumping et que ce dumping causerait un dommage, et
- ii) que le dommage est causé par des importations massives d'un produit faisant l'objet d'un dumping, effectuées en un temps relativement court qui, compte tenu du moment auquel sont effectuées les importations faisant l'objet d'un dumping et de leur volume ainsi que d'autres circonstances (telles qu'une constitution rapide de stocks du produit importé), est de nature à compromettre gravement l'effet correctif du droit antidumping définitif devant être appliqué.
- n) Le Comité, sauf circonstances spéciales, terminera les enquêtes dans un délai d'un an, et en tout état de cause dans un délai ne devant pas dépasser 18 mois, après leur ouverture.